

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING NORD FRANCE

Quai des Pierrelles - Beausemblant
BP 93
26240 Saint-Vallier

Code AIOT : 0007000905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE
- 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes
- Code AIOT : 0007000905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XPO Tank Cleaning Nord France est implantée sur le port fluvial à Santes.

L'activité exercée sur ce site consiste notamment en un lavage intérieur de véhicules citernes ayant transporté des produits chimiques, des produits pulvérulents ou des produits alimentaires.

Les transporteurs sollicitent la société XPO pour le nettoyage de citernes après dépotage préalable chez leurs clients. Le nettoyage est réalisé à base d'eau pompée dans la nappe souterraine et d'additifs.

Après injection sous pression, les eaux de nettoyage sont dirigées vers une station de traitement comprenant un traitement physico-chimique et un traitement biologique. L'effluent en sortie de traitement est rejeté au canal de la Deûle (rejet n°3 du site).

L'exploitant est régulièrement autorisé à exploiter les installations de lavage intérieur de camion-citernes par arrêté préfectoral du 12/09/1996 au titre de la rubrique principale 167.c « Installations de lavage interne de camions citernes, containers et éventuellement wagons-citernes. Installation de traitement de déchets ».

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) s'appliquent au site :

- APC du 17/01/2011 relatif à la mise en place du programme de surveillance RSDE ;
- APC du 15/10/2012 relatif notamment à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement. La rubrique principale appliquée au site est la rubrique 2795.1. « Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux » pour une capacité de 300 m³/j.
- APC du 18/12/2014 relatif aux garanties financières ;
- APC du 23/12/2015 relatif à la mise en place de la surveillance pérenne des effluents aqueux ;
- APC du 14/03/2017 relatif notamment à la surveillance complémentaire des rejets aqueux ;
- APC du 14/06/2021 imposant des prescriptions complémentaires d'améliorations de l'installation de traitement des eaux ;
- APMED du 03/02/2023 mettant en demeure la SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE de respecter les dispositions applicables relatives aux rejets d'eaux industrielles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rejet d'eaux industrielles dit "rejet n°3" ne respecte toujours pas les dispositions applicables en termes de valeurs limites de différents paramètres. Ceci dit, une proposition d'astreinte administrative a déjà été proposée pour cette non-conformité. L'inspection ne propose donc pas de suite consécutivement à cette non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

8.4.1 . Débit journalier autorisé : 300 m³/j

8.4.2. Température, pH et couleur : Les rejets doivent respecter les conditions suivantes : [...] pH de 6,5 à 8,5 [...].

8.4.3. Substances polluantes : Le rejet n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
M.E.S.	35	0,4	10,5
DBO5 (1)	35	0,4	10,5
DCO (1)	200	2,5	60
Azote global (2)	10	0,1	3
Phosphore total	1	0,01	0,3
Composés organiques du chlore (en AOX)	5	0,06	1,5
Métaux lourds	4	0,05	1,2
HC Totaux	10	0,1	3
MEX (substances extractibles à l'Ether de pétrole)	30	30	9
Sulfates	250	3	75
Chlorures	200	2,5	60
Zn	2	0,02	0,6
Fe	1,5	0,02	0,45
Mn	0,5	0,006	0,15

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
F	1,7	0,02	0,51
Cu	0,5	6,10 ⁻⁴	0,015
As	0,1	0,001	0,03
Cd	0,005	6,10 ⁻⁵	0,0015
Cr total	0,05	6,10 ⁻⁴	0,015
Pb	0,05	6,10 ⁻⁴	0,015
Se	0,01	1,10 ⁻⁴	0,003
Hg	0,001	1,10 ⁻⁵	0,0003
CN	0,05	6,10 ⁻⁴	0,015
Nitrite	1	0,01	0,3
Phénols	0,1	0,001	0,03

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

Constats :

Un contrôle inopiné des eaux de rejet en sortie de station après traitement (au droit du rejet n°3) a été mandaté par l'Inspection suite aux récurrents dépassements des valeurs limites d'émission de certains paramètres, et particulièrement les chlorures.

Les prélèvements de ce contrôle se sont déroulés du 15 et 16 mai 2024 et ont été réalisés par le laboratoire CERECO sous mandat de la DREAL.

Le rapport d'analyse B24/R4541/00276 du 13/06/24 a été transmis à l'Inspection par courriel à la même date.

Les résultats sont les suivants:

RÉSULTATS DES ANALYSES DES EAUX DE REJET SORTIE STATION APRES TRAITEMENT DE LA SOCIÉTÉ							
XPO TANK CLEANING à SANTES :							
CONFORMITÉ DE L'ACCÈS ET DU POINT DU PRÉLÈVEMENT : CONFORME							
Échant. 24/CN09527_01		CONCENTRATIONS			FLUX		
Paramètres	Méthode utilisée	VLE concentrations maximales instantanées	Concentrations mesurées suite aux prélèvements mg/l	Conformités C/NC	VLE flux maximal journalier kg/jour	Flux calculés à partir des concentrations mesurées kg/jour	Conformités C/NC
Débit	débitmètre ISCO	Journalier : 300 m³/j instantané : 25 m³/h sur 2 heures : 12.5 m³/h	80.6 m³/j 7.3 m³/h 7.3 m³/h	C C C			
Température in situ	Sonde spécifique	<30°C	Température maximale mesurée : 22.7°C	C			
pH à 20°C	NF EN ISO 10523¹	6.5 à 8.5	8.1	C			
MES (filtre Whatman) LQ = 2 mg/l	NF EN 872¹·²	35 mg/l	33		10.5	2.66	C
DCO ad2h LQ= 30 mgO2/l	NF T 90-101¹·²	200 mgO2/l	62		60	5.00	C
DBO5 ad 2h LQ = 1 mgO2/l	NF EN ISO 5815-1¹·²	35 mgO2/l	3		10.5	0.24	C
Azote total Kjeldahl (N) LQ= 0.5 mg/l	NF EN 25663¹·²		4.0				
Nitrites (N) LQ= 0.01 mg/l	Interne MS00601¹·²		0.28				
Nitrates (N) LQ= 0.02 mg/l	NF EN ISO 10304-1¹·²		7.9				
Azote global (N)	Calcul	10 mg/l	12	NC	3	0.97	C
Phosphore total (P) LQ= 0.05 mg/l	NF EN ISO 15681-2¹·²	1 mg/l	0.46	C	0.3	0.037	C

RÉSULTATS DES ANALYSES DES EAUX DE REJET SORTIE STATION APRES TRAITEMENT DE LA SOCIÉTÉ							
XPO TANK CLEANING à SANTES :							
CONFORMITÉ DE L'ACCÈS ET DU POINT DU PRÉLÈVEMENT : CONFORME							
Échant. 24/CN09527_01		CONCENTRATIONS			FLUX		
Paramètres	Méthode utilisée	VLE concentrations maximales instantanées	Concentrations mesurées suite aux prélèvements mg/l	Conformités C/NC	VLE flux maximal journalier kg/jour	Flux calculés à partir des concentrations mesurées kg/jour	Conformités C/NC
AOX (Cl) LQ = 0.01 mg/l	NF EN ISO 9562¹·²	5 mg/l	0.06	C	1.5	0.0048	C
Indice hydrocarbure LQ= 0.1 mg/l	NF EN ISO 9377-2¹·²		0.2			0.016	
Hydrocarbures volatils LQ= 0.03 mg/l	NF T90-124		<0.03			<0.003	
Hydrocarbures totaux	Calcul	10 mg/l	0.2		3	0.016	C
Sulfates (SO4) LQ= 0.2 mg/l	NF EN ISO 10304-1¹·²	250 mg/l	220		75	17.7	C
Chlorures LQ = 0.1 mg/l	NF EN ISO 10304-1¹·²	200 mg/l	460	NC	60	37.1	C
Substances extractibles à l'éther de pétrole LQ = 10 mg/l	ISO 11349¹	30 mg/l	<10	C	9	<0.9	C
Couleur LQ = 2 mg Pt/l	NE EN ISO 7887-C¹	Modification de couleur du milieu récepteur 100 mg Pt/l	49 mg Pt/l	C			

Le rapport d'analyse fait état des dépassements pour deux paramètres, à savoir:

- la concentration en **chlorures** est supérieure à 2 fois la VLE (**460mg/l** au lieu de 200mg/l),
- la concentration en **azote globale** est de **12mg/l** au lieu de 10mg/l.

Par ailleurs, au regard des données issues de l'autosurveillance établie par l'exploitant sous l'outil GIDAF depuis la dernière visite du 16/11/23, l'Inspection constate des non-conformités sur d'autres paramètres entre novembre 2023 et mars 2024 (les données d'avril et mai 2024 ne sont pas incrémentées dans l'outil à date de rédaction du présent rapport).

Les dépassements constatés sont les suivants:

pH: la concentration de ce paramètre a été régulièrement dépassée en novembre et décembre 2023 (**8.91** le 30/11/23 et **8.93** le 6/12/23);

MES: des dépassements à hauteur parfois de 2 fois la VLE sont recensés (**58mg/l** le 30/11/23, **47mg/l** le 6/12/23, **57mg/l** le 27/12/23, **96mg/l** le 10/01/24, **66mg/l** le 7/02/24);

Azote Global: la concentration de ce paramètre a été dépassée de plus de 2 fois la VLE le 22/11/23 (**26,7 mg/l**);

Chlorure: l'autosurveillance est réalisée à fréquence trimestrielle et indique un dépassement supérieur à 2 fois la VLE lors de chaque contrôle (**450mg/l** le 20/12/23 et **430mg/l** le 20/03/24);

Mercure: le contrôle semestriel de ce paramètre a été réalisé le 20/12/23 et la concentration dépasse 5 fois la VLE (**0.005mg/l**);

Hydrocarbures Totaux: ce paramètre est supérieur à 2 fois sa VLE le 14/02/24 (**20mg/l**).

L'exploitant est à la recherche de solutions techniques en vue d'atteindre des valeurs conformes au regard des rejets aqueux de l'installation dans le milieu naturel.

Une sanction a d'ores et déjà été proposée par l'Inspection à l'issue de la visite du 16/11/23. Aussi, l'Inspection ne propose pas de nouvelle sanction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux derniers échanges avec l'Inspection (courriel du 29/05/24), l'exploitant indique sous un mois les résultats issus de son autosurveillance suite à l'installation de l'unité d'osmose inverse.

L'exploitant transmet sous un mois les résultats de l'étude en cours relative à la définition des possibilités techniques de réductions des quantités de chlorures et de MES.

L'exploitant transmet sous un mois à l'inspection les résultats de son analyse de l'origine des différents dépassements constatés dans son autosurveillance (MES, azote, mercure, hydrocarbure totaux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois